

NATIONS UNIES  
**Assemblée générale**  
QUARANTE-QUATRIÈME SESSION  
*Documents officiels*

CINQUIÈME COMMISSION  
51e séance  
tenue le  
vendredi 1er décembre 1989  
à 15 heures  
New York

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 51e SEANCE

Président : M. AL-MASRI (République arabe syrienne)

puis : M. VAHER (Canada)

Président du Comité consultatif pour les questions administratives  
et budgétaires : M. MSELLE

SOMMAIRE

POINT 123 DE L'ORDRE DU JOUR : PROJET DE BUDGET-PROGRAMME POUR L'EXERCICE BIENNAL  
1990-1991 (suite)

Incidences sur le budget-programme du projet de résolution A/C.2/44/L.24/Rev.2  
concernant le point 82 de l'ordre du jour (suite)

POINT 17 DE L'ORDRE DU JOUR : NOMINATIONS AUX SIEGES DEVENUS VACANTS DANS LES  
ORGANES SUBSIDIAIRES ET AUTRES NOMINATIONS

- b) NOMINATION DE MEMBRES DU COMITE DES CONTRIBUTIONS
- c) NOMINATION D'UN MEMBRE DU COMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
- d) CONFIRMATION DE LA NOMINATION DE MEMBRES DU COMITE DES PLACEMENTS
- e) NOMINATION DE MEMBRES DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DES NATIONS UNIES
- a) NOMINATION DE MEMBRES DU COMITE CONSULTATIF POUR LES QUESTIONS  
ADMINISTRATIVES ET BUDGETAIRES
- f) NOMINATION DE MEMBRES DE LA COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE  
INTERNATIONALE

POINT 159 DE L'ORDRE DU JOUR : FINANCEMENT DU GROUPE D'OBSERVATEURS DES  
NATIONS UNIES EN AMERIQUE CENTRALE (suite)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.  
Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées,  
dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750,  
2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un rectificatif distinct pour chaque commission.

Distr. GENERALE  
A/C.5/44/SR.51  
11 décembre 1989  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

La séance est ouverte à 15 h 25.

POINT 123 DE L'ORDRE DU JOUR : PROJET DE BUDGET-PROGRAMME POUR L'EXERCICE BIENNAL 1990-1991 (suite)

Incidences sur le budget-programme du projet de résolution A/C.2/44/L.24/Rev.2 concernant le point 82 de l'ordre du jour (suite) (A/C.5/44/39)

1. M. HILLEL (Israël) dit que pour des raisons imprévues, sa délégation était absente lorsque la Commission a statué sur les incidences sur le budget-programme du projet de résolution A/C.2/44/L.24/Rev.2 (A/C.5/44/39). Si elle avait été présente, elle se serait opposée à la décision prise à ce sujet.

POINT 17 DE L'ORDRE DU JOUR : NOMINATIONS AUX SIEGES DEVENUS VACANTS DANS LES ORGANES SUBSIDIAIRES ET AUTRES NOMINATIONS

b) NOMINATION DE MEMBRES DU COMITE DES CONTRIBUTIONS (A/44/102, A/C.5/44/31)

2. Le PRESIDENT dit que l'Assemblée générale est appelée à nommer six personnes pour pourvoir les sièges qui deviendront vacants au Comité des contributions à l'expiration, le 31 décembre 1989, des mandats de MM. Bagbeni Adeito Nzengeya (Zaïre), Carlos Antonio Bivero García (Venezuela), Peter Gregg (Australie), Atilio Norberto Molteni (Argentine), Dimitri Rallis (Grèce) et Omar Sirry (Egypte). Le Secrétaire général a communiqué les noms de six personnes qui ont été désignées par leur gouvernement respectif et dont la candidature a été approuvée par leur groupe régional. Le nombre des candidats étant égal au nombre des sièges vacants, le Président considérera que la Cinquième Commission ne tient pas à procéder à un vote au scrutin secret.

3. Il en est ainsi décidé.

4. Le PRESIDENT dit que s'il n'y a pas d'objection, il considérera que la Commission souhaite recommander par acclamation la nomination au Comité des contributions, pour un mandat de trois ans à compter du 1er janvier 1990, de MM. Bagbeni Adeito Nzengeya (Zaïre), Sergio Chaparro Ruiz (Chili), Peter Gregg (Australie), Atilio Norberto Molteni (Argentine), Mohamed Mahmoud Ould El Ghaouth (Mauritanie) et Dimitri Rallis (Grèce).

5. Il en est ainsi décidé.

c) NOMINATION D'UN MEMBRE DU COMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES (A/44/103, A/C.5/44/32)

6. M. AL-KHALIDI (Jordanie) dit que, d'ordre de son gouvernement et pour faciliter la tâche à la Commission, sa délégation retire son candidat au bénéfice de celui des Philippines. La Jordanie présentera un autre candidat pour un siège qui deviendra vacant à l'avenir au Comité des Commissaires aux comptes et espère que toutes les délégations accorderont alors leur appui à ce candidat. La délégation jordanienne remercie toutes les délégations qui ont appuyé le candidat jordanien en la présente occasion.

/...

7. M. LIBAS (Philippines) exprime au Gouvernement et à la délégation jordanienne les remerciements du Gouvernement et de la délégation des Philippines pour l'esprit de collaboration et de solidarité qu'ils ont manifesté en retirant leur candidat en faveur du candidat philippin. La délégation des Philippines remercie les Etats qui ont appuyé son candidat des Philippines et le Groupe asiatique qui a approuvé cette candidature.

8. Le PRESIDENT dit que l'Assemblée générale est appelée à nommer le Vérificateur général des comptes (ou le fonctionnaire de même rang) d'un Etat Membre au siège qui deviendra vacant au Comité des commissaires aux comptes à compter du 1er juillet 1990, le mandat du Président de la Commission de vérification des comptes des Philippines venant à expiration le 30 juin 1990. Le Gouvernement philippin a présenté la candidature du Président de la Commission de vérification des comptes, qui serait reconduit dans ses fonctions au Comité des commissaires aux comptes. Etant donné qu'il y a un seul candidat pour le siège vacant, le Président considérera que la Commission ne tient pas à procéder à un vote au scrutin secret.

9. Il en est ainsi décidé.

10. Le PRESIDENT dit que s'il n'y a pas d'objection, il considérera que la Commission souhaite recommander par acclamation la nomination du Président de la Commission de vérification des comptes des Philippines au Comité des commissaires aux comptes de l'ONU pour un mandat commençant le 1er juillet 1990 et se terminant le 30 juin 1993.

11. Il en est ainsi décidé.

d) CONFIRMATION DE LA NOMINATION DE MEMBRES DU COMITE DES PLACEMENTS (A/44/104, A/C.5/44/22)

12. Le PRESIDENT dit que dans le document A/C.5/44/22, le Secrétaire général soumet à l'Assemblée générale les noms de MM. Yves Oltramare (Suisse), Emmanuel Noi Omaboe (Ghana) et Juergen Reimnitz (République fédérale d'Allemagne), pour confirmation du renouvellement de leur mandat comme membres du Comité des placements pour une durée de trois ans à compter du 1er janvier 1990. S'il n'y a pas d'objection, il considérera que la Cinquième Commission souhaite recommander la confirmation de ces nominations par acclamation.

13. Il en est ainsi décidé.

e) NOMINATION DE MEMBRES DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DES NATIONS UNIES (A/44/105, A/C.5/44/33)

14. Le PRESIDENT signale que l'Assemblée générale est appelée à nommer deux personnes pour pourvoir les sièges devenus vacants au Tribunal administratif des Nations Unies à compter du 1er janvier 1990. Le Secrétaire général a indiqué que MM. Jérôme Ackerman (Etats-Unis d'Amérique) et Arnold Wilfred Geoffrey Kean (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) ont été désignés par leurs

(Le Président)

gouvernements aux fins de renouvellement de leur mandat. Le nombre des candidatures étant égal à celui des sièges vacants, il considérera que la Commission ne tient pas à procéder à un vote au scrutin secret.

15. Il en est ainsi décidé.

16. Le PRESIDENT dit que, s'il n'y a pas d'objection, il considérera que la Commission souhaite recommander la reconduction de ces candidats dans leurs fonctions pour un mandat de trois ans commençant le 1er janvier 1990.

17. Il en est ainsi décidé.

a) NOMINATION DE MEMBRES DU COMITE CONSULTATIF POUR LES QUESTIONS ADMINISTRATIVES ET BUDGETAIRES (A/44/101 et Add.1, A/C.5/44/30)

18. Le PRESIDENT dit que, comme indiqué dans le document A/44/101/Add.2, M. Ferguson Iheme (Nigéria) a démissionné du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires. L'Assemblée générale est donc appelée à nommer une personne pour la partie du mandat de M. Iheme restant à courir, à savoir jusqu'au 31 décembre 1991. Dans le document A/C.5/44/30, le Secrétaire général informe l'Assemblée générale que le Gouvernement nigérian a désigné M. Lawrence Agubuzu pour être nommé dans les fonctions de M. Iheme, pour la partie du mandat de ce dernier restant à courir. S'il n'y a pas d'objection, il considérera que la Cinquième Commission souhaite recommander par acclamation la nomination de M. Lawrence Agubuzu au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires pour un mandat de deux ans commençant le 1er janvier 1990.

19. Il en est ainsi décidé.

20. Le PRESIDENT dit que l'Assemblée doit nommer six personnes pour pourvoir les sièges devenus vacants au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires suite à l'expiration, le 31 décembre 1989, du mandat de six membres dudit Comité. Dans le document A/C.5/44/30, le Secrétaire général informe l'Assemblée que sept personnes ont été désignées par leur gouvernement respectif. Le nombre des candidats correspond à celui des sièges vacants pour le Groupe des Etats asiatiques et le Groupe des Etats latino-américains. S'il n'y pas d'objection, le Président considérera que la Commission souhaite recommander par acclamation la nomination de MM. Carlos Casap (Bolivie), Yogesh Kumar Gupta (Inde), Tadanori Inomata (Japon) et Yang Hushan (Chine) au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires pour un mandat de trois ans commençant le 1er janvier 1990.

21. Il en est ainsi décidé.

22. Le PRESIDENT dit que pour le Groupe des Etats d'Europe occidentale et autres Etats, où il y a trois candidats pour les deux sièges vacants, le Comité procédera à un vote au scrutin secret.

23. Sur l'invitation du Président, Mme Shitakha (Kenya), M. Abraszewski (Pologne) et Mme Berenguer (Brésil) assument les fonctions de scrutateurs.

24. Il est procédé au vote au scrutin secret.

La séance est suspendue à 16 h 10 et reprend à 16 h 55.

Bulletins déposés : 147

Bulletins nuls : 2

Bulletins valables : 145

Abstentions : 0

Nombre de votants : 145

Majorité requise : 73

Nombre de voix recueillies :

M. Michel Brochard 76

M. Ulrich Kalbitzer 93

Mme Irmeli Mustonen 101

25. Mme Mustonen (Finlande) et M. Kalbitzer (République fédérale d'Allemagne) ayant obtenu la majorité requise, la Commission recommande qu'ils soient nommés membres du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires pour un mandat de trois ans à compter du 1er janvier 1990.

f) NOMINATION DE MEMBRES DE LA COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE INTERNATIONALE (A/44/106 et Add.1 et 2; A/C.5/44/34)

26. Le PRESIDENT dit que l'Assemblée générale est appelée à nommer cinq personnes pour pourvoir les sièges devenus vacants à la Commission de la fonction publique internationale à compter du 31 décembre 1989. Il incombe en outre à l'Assemblée de nommer la personne qui remplacera M. Karel Houska (Tchécoslovaquie), dont le Secrétaire général a signalé la démission dans le document A/44/106/Add.2, pour la période de son mandat restant à courir. Le nombre des candidats est égal à celui des sièges vacants pour le Groupe des Etats asiatiques et le Groupe des Etats latino-américains. S'il n'y a pas d'objection, le Président considérera donc que la Commission souhaite recommander par acclamation la nomination de MM. Ku Tashiro (Japon) et Antonio Fonseca Pimentel (Brésil) pour un mandat de quatre ans commençant le 1er janvier 1990.

27. Il en est ainsi décidé.

28. Le PRESIDENT signale que le Gouvernement tchécoslovaque a recommandé la nomination de M. Ladislav Smid pour la partie du mandat de M. Karel Houska restant à courir. S'il n'y a pas d'objection, il considérera que la Commission souhaite recommander par acclamation la nomination de M. Ladislav Smid (Tchécoslovaquie) pour un mandat d'un an à compter du 1er janvier 1990.
29. Il en est ainsi décidé.
30. Le PRESIDENT dit que trois sièges vacants doivent être pourvus par des candidats du Groupe des Etats d'Europe occidentale et autres Etats. Sur la base de consultations, le Secrétaire général, en sa qualité de président du Comité administratif de coordination, propose à la Cinquième Commission de recommander à l'Assemblée générale d'approuver la nomination de M. Michel Jean Bardoux (France), Mme Claudia Cooley (Etats-Unis d'Amérique) et M. Alexis Stephanou (Grèce). La délégation du Royaume-Uni a en outre présenté la candidature de M. Anthony Mango. La Commission doit donc procéder à un vote au scrutin secret.
31. M. KINCHEN (Royaume-Uni) fait remarquer que, comme en de précédentes occasions où le nombre des candidats était supérieur au nombre de sièges vacants, le Secrétaire général propose de reconduire dans leurs fonctions les membres sortants de la Commission. La délégation du Royaume-Uni a noté les observations de certains chefs de secrétariat qui ont souligné la nécessité d'assurer la continuité dans la composition de la Commission de la fonction publique internationale. La délégation du Royaume-Uni estime que la continuité est assurée par le départ chaque année d'un petit nombre de membres de la Commission et est reconnaissante au Président d'avoir proposé une procédure permettant à la Cinquième Commission de choisir les candidats qu'elle veut.
32. Sur l'invitation du Président, Mme Shitakha (Kenya), M. Abraszewski (Pologne), Mme Berenguer (Brésil) et M. Al-Ayyar (Koweït) assument les fonctions de scrutateurs.
33. M. Vaher (Canada) prend la présidence.
34. Il est procédé à un vote au scrutin secret.

La séance est suspendue à 17 h 25 et reprend à 18 heures.

<u>Bulletins déposés :</u>	150
<u>Bulletins nuls :</u>	0
<u>Bulletins valables :</u>	150
<u>Abstentions :</u>	1
<u>Nombre de votants :</u>	149
<u>Majorité requise :</u>	75

Nombre de voix recueillies :

M. Michel Jean Bardoux :	100
Mme Claudia Cooley :	105
M. Anthony Mango :	81
M. Alexis Stephanou :	111

35. MM. Stephanou (Grèce) et Bardoux (France) et Mme Cooley (Etats-Unis d'Amérique) ayant obtenu la majorité requise, la Commission recommande qu'ils soient nommés membres de la Commission de la fonction publique internationale pour un mandat de quatre ans à compter du 1er janvier 1990.

POINT 159 DE L'ORDRE DU JOUR : FINANCEMENT DU GROUPE D'OBSERVATEURS DES NATIONS UNIES EN AMERIQUE CENTRALE (A/44/246/Add.1 et Add.2)

36. Mme SERRANO (Nicaragua) dit que le point à l'examen revêt une importance considérable, autant pour l'Amérique centrale que pour les Nations Unies elles-mêmes. La crise que connaît l'Amérique centrale, et qui résulte de l'injustice sociale et économique remontant aux origines mêmes des sociétés et Etats nations, prend désormais des dimensions politiques et militaires très graves. Il faut de toute évidence appliquer les accords auxquels sont parvenus les Présidents centraméricains, en particulier ceux relatifs à la démobilisation des forces contre-révolutionnaires qui attaquent le Nicaragua depuis près d'une décennie, l'instauration d'un commun accord d'un cessez-le-feu immédiat et l'ouverture de véritables négociations quant au fond entre le Gouvernement d'El Salvador et le Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional (FMLN). Bien des événements pénibles parmi ceux survenus dernièrement auraient pu être évités si on avait agi plus rapidement.

37. Le Nicaragua, pour sa part, a toujours accordé la priorité à la participation des Nations Unies à la recherche d'une solution à la crise centraméricaine. En conséquence, il approuve sans réserve la création du Groupe d'observateurs des Nations Unies en Amérique centrale (ONUCA), ainsi que de la Commission internationale d'appui et de vérification (CIAV) et de la Mission d'observation des Nations Unies chargée de la vérification du processus électoral au Nicaragua (ONUEN). Considérant l'urgence de la situation, la délégation nicaraguayenne engage instamment la Commission à se prononcer unanimement en faveur de l'ONUCA.

La séance est levée à 18 h 20.